

L'ÉCO

de la semaine



23 au 27 mars 2026

SOMMAIRE

Océan indien : Le Royaume-Uni affirme son intérêt stratégique à coopérer avec la COI.....	2
Toamasina : Le nouveau quai à conteneurs opérationnel.....	3
Mangroves restaurées à Mahajanga : le pari écologique du Groupe Filatex.....	3
Apemba, sorgho, arachide : les cultures résilientes dans le Sud de Madagascar.....	4
Fikambanan'ny Orinasa Malagasy : Hanatsara ny anjara toeran'ny mpikambana.....	4
Agriculture : Des semences de riz hybride infectées distribuées par l'Etat en 2025 ont contaminé des variétés locales, alerte la Cour des comptes.....	5
Du cash au digital : Visa trace les priorités pour les années à venir.....	5
Période de soudure : le Japon débloque 2 millions de dollars pour le Grand sud.....	6
Leadership féminine : la relève prête à franchir un cap.....	6
Hatramin'ny taona 2022 : Nitombo ny entana nafaran'i Madagasikara.....	7
Fambolena : Mila aparitaka ny teknika agroekolojia.....	7
Evolution de l'ariary : Appréciation de 14,28 % face au dollar et 10,58 % face à l'euro.....	7
Chute du prix du riz dans l'Alaotra Mangoro : le cri de détresse des agriculteurs.....	8
Les Français sont de plus en plus contaminés par le cadmium, un métal cancérigène présent dans les sols et l'alimentation.....	9
Enseignement : Une filière maritime à l'université d'Androy.....	10
Orge à Fianarantsoa : Les producteurs lancent un cri d'alarme face à la baisse de leurs revenus.....	10
Inflation : hausse des prix des PPN, à l'exception du riz.....	11
Guerre au Moyen-Orient : les conséquences économiques mondiales.....	11
Génie civil : Le Japon renouvelle son appui aux étudiants malgaches.....	12
SIPEM Banque : Appui à l'autonomisation des femmes vulnérables.....	12
Consommation : un déficit de 800 000 tonnes de riz à combler pour la campagne 2025–2026.....	13
Entrepreneuriat : la voie vers l'économie formelle et légale est tracée.....	13
Développement durable : consolider la confiance Etat-Secteur privé.....	14

Océan indien : Le Royaume-Uni affirme son intérêt stratégique à coopérer avec la COI

GARRY FABRICE RANAIVOSON | 23 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Face à la montée des menaces en mer et à la conjoncture géopolitique actuelle, la COI s'affirme comme un acteur central de la sécurité régionale. En structurant une réponse collective et opérationnelle, elle attire désormais l'attention et l'engagement de partenaires majeurs comme le Royaume-Uni.

Une délégation britannique, conduite par Paul Brummell, haut-commissaire du Royaume-Uni à Maurice, a été reçue en réunion de travail par Edgard Razafindravahy, secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), la semaine dernière. La délégation était composée des quatre ambassadeurs britanniques en poste dans la région, à Madagascar, aux Maldives, aux Seychelles et à Maurice, ainsi que de plusieurs responsables thématiques issus de l'administration centrale.



« Cette visite de haut niveau illustre la reconnaissance du rôle de la Commission de l'océan Indien comme plateforme de coopération régionale crédible et opérationnelle. Elle traduit également une convergence d'intérêts autour de défis communs, pour lesquels des réponses collectives sont plus que jamais nécessaires », souligne Edgard Razafindravahy.

La sécurité maritime était au cœur des échanges. C'est un domaine dans lequel la COI coordonne, depuis plusieurs années, une architecture régionale qui repose sur la mutualisation des capacités, l'échange d'informations et la conduite d'opérations conjointes en mer. Ce dispositif, soutenu notamment par l'Union européenne à travers le programme Safe Seas Africa, permet de mieux surveiller les espaces maritimes et de répondre plus efficacement aux menaces.

Cette rencontre marque une étape significative dans le renforcement du dialogue entre la COI et le Royaume-Uni. La visite de la délégation britannique traduit surtout l'attention croissante portée par Londres à l'océan Indien, un espace devenu stratégique. Dans un contexte international marqué par la recomposition des équilibres géopolitiques, la zone COI se trouve désormais au cœur des dynamiques économiques, sécuritaires et environnementales mondiales. Routes commerciales vitales, risques accrus de trafics illicites et de piraterie, zones de pêche sous pression : l'organisation régionale s'érige en un point d'ancrage pour structurer et organiser une réponse collective à ces défis transnationaux.

Priorité partagée

En s'appuyant sur des centres régionaux de coordination, l'organisation régionale contribue à créer une véritable chaîne de sécurité à l'échelle de la région. « Les représentants britanniques ont salué les avancées réalisées, rappelant leur propre engagement dans ce dispositif », rapporte le communiqué rendant compte de cette rencontre.

Le Royaume-Uni a notamment déployé un officier de liaison au Centre régional de coordination des opérations (CRCO), basé aux Seychelles, et participé à des opérations conjointes en mer. L'engagement du Royaume-Uni dans ce mécanisme démontre à la fois la pertinence et l'attractivité du programme sécuritaire conduit par la COI. Pour les puissances internationales, l'enjeu est de s'appuyer sur un dispositif existant, opérationnel et légitime, plutôt que de s'engager dans des initiatives parallèles et individuelles. Outre la sécurité maritime, les discussions ont également porté sur les enjeux climatiques. Une autre priorité partagée. Face aux enjeux du changement climatique, la COI joue également un rôle moteur dans la région. « Les représentants britanniques ont manifesté un intérêt marqué pour les actions de la COI en matière d'adaptation et de gestion des risques climatiques », note le communiqué.

L'organisation régionale collabore avec le secrétariat du Commonwealth pour la formation de négociateurs climatiques issus des États insulaires africains, contribuant ainsi à renforcer leur capacité d'influence dans les négociations internationales. Sur le front du changement climatique, le but des actions de la COI est également de mutualiser les ressources pour peser davantage face aux grands acteurs mondiaux. « Dans un contexte international marqué par la montée des enjeux de sécurité, de résilience climatique et de développement durable, le rapprochement entre le Royaume-Uni et la COI confirme l'importance stratégique croissante de l'océan Indien. Une dynamique que l'organisation régionale entend mettre à profit pour renforcer les partenariats et les synergies au service de ses États membres et de leurs populations », ajoute le communiqué. Ces derniers temps, le secrétaire général de la COI enchaîne les rencontres et réunions diplomatiques.

Avant la délégation britannique, Edgard Razafindravahy a reçu Stefano Toscano, ambassadeur de Suisse, puis Oliver Knoerich, ambassadeur d'Allemagne. Des rencontres qui confirment le rôle pivot de la COI dans la région de l'océan Indien face aux questions qui concernent la région, mais aussi à celles de dimension internationale. Une position qui explique l'initiative de la Corée du Sud de devenir partenaire observateur de la COI depuis 2025. Le Royaume-Uni compte-t-il lui emboîter le pas ?

Toamasina : Le nouveau quai à conteneurs opérationnel

GARRY FABRICE RANAIVOSON | 23 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Une portion de 333 mètres du nouveau quai du port de Toamasina est opérationnelle. La remise officielle de l'infrastructure s'est déroulée samedi.

Le projet de modernisation du port de Toamasina franchit un cap. Samedi s'est déroulée la remise officielle d'une portion de 333 mètres du nouveau quai C4. Un événement présidé par le colonel Michaël Randrianirina, chef de l'État.

La portion ouverte samedi s'inscrit dans un projet global de 470 mètres. Il permettra d'accueillir des navires de très grande capacité, allant jusqu'à 14 000 EVP, qui est la dimension des très grands porte-conteneurs modernes. Jusqu'ici, le port de Toamasina ne pouvait accueillir que des navires de 3 000 EVP. L'ouverture de cette portion du quai « aligne Toamasina sur les standards internationaux », affirme l'ambassade du Japon dans son communiqué.

La missive ajoute que « ce jalon renforce le rôle du port comme hub logistique de l'océan Indien, fluidifie les chaînes d'approvisionnement et soutient la croissance malgache ». Le Japon, dont l'ambassadeur, Tojima Hitoshi, a pris part à l'événement de samedi, participe au financement du projet d'expansion et de modernisation du port de Toamasina.

Importance stratégique

D'un coût total à hauteur de 639 millions de dollars, l'architecture financière est prise en charge à 65 % par le gouvernement japonais via l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), et à 35 % par l'État malgache. Le chantier a démarré en 2018.

Bien que retardé par la pandémie, le projet avance avec une cadence constante depuis. Dans son discours, le colonel Randrianirina a mis l'accent sur les enjeux nationaux de ce projet, en le qualifiant de « projet prioritaire pour la nation ». Le chef de l'État ajoute : « la modernisation et l'extension d'une infrastructure telle que le port de Toamasina revêt une importance stratégique pour l'économie malgache puisqu'il s'agit de la principale porte d'entrée et de sortie des marchandises qui entrent et sortent du pays ».

Bien plus qu'une simple infrastructure, cet ouvrage incarne un tournant économique et géopolitique pour Madagascar, à entendre l'élocution du locataire d'Iavoloha. « J'adresse un message à tous ceux qui souhaitent investir à Madagascar, nous sommes prêts à accueillir les grandes entreprises maritimes. Nous sommes prêts à jouer un rôle stratégique dans l'océan Indien ».

Mangroves restaurées à Mahajanga : le pari écologique du Groupe Filatex

ARH. | 23 MARS | LES NOUVELLES

A Mahajanga, dans la région Boeny, le Groupe Filatex multiplie ses empreintes vertes. À travers son programme Filatex Commitments, l'entreprise a lancé en fin de semaine une opération de reboisement de mangroves dans la commune de Boanamary.

L'initiative répond à une urgence écologique. « La région Boeny concentre une part importante des mangroves dégradées du pays », souligne un responsable du groupe. Ces écosystèmes jouent pourtant un rôle important dans la protection du littoral et la survie des activités économiques locales.

Dans cette zone, la pêche constitue la principale source de revenus. « La mangrove est l'habitat naturel des espèces marines. Sa disparition menace directement nos moyens de subsistance », confie un membre du Vondron'Olona Ifotony (VOI).

Pour inverser cette tendance, 40 000 propagules ont été plantées sur 4 hectares. Quarante habitants ont participé activement au projet. « Cette approche participative permet d'impliquer les communautés tout en leur offrant un revenu complémentaire », explique un représentant de Filatex Commitments.

Des solutions techniques

Le projet intègre aussi des solutions techniques. Un canal d'irrigation de 500 mètres a été aménagé pour améliorer la croissance des jeunes plants. « Cette infrastructure garantit un meilleur taux de survie des mangroves », précise un technicien sur le terrain.



Les bénéfices attendus dépassent le cadre local. À moyen terme, ces plantations pourraient capter jusqu'à

500 tonnes de CO₂ en cinq ans. « A maturité, leur capacité de séquestration sera encore plus importante », affirme le groupe. « Restaurer les mangroves, c'est protéger la biodiversité et renforcer la

résilience des communautés », rappelle un acteur local. Avec cette initiative, le Groupe Filatex confirme sa volonté de concilier le développement économique, la protection de l'environnement et le soutien aux populations.

Apemba, sorgho, arachide : les cultures résilientes dans le Sud de Madagascar

ARH. | 23 MARS | LES NOUVELLES

Madagascar renforce sa stratégie agricole face aux effets croissants du changement climatique. Le programme Défis, le Fofifa et l'IcriSat ont lancé un nouveau programme de résilience avant-hier à Taolagnaro, dans la région Anosy, pour améliorer la sécurité alimentaire et augmenter les revenus des agriculteurs du Sud.



Soutenu financièrement par le Fida et coordonné par le ministère de l'Agriculture et de l'élevage (Minae), ce programme promeut des cultures adaptées aux zones arides. L'apemba (mil), le bajiry (sorgho) et le voanjo (arachide) sont au centre de cette stratégie. Ces cultures présentent plusieurs avantages. Elles résistent à la sécheresse, enrichissent l'alimentation et génèrent des revenus supplémentaires.

« Nous devons adapter nos pratiques aux réalités locales », souligne un technicien agricole engagé dans le projet.

Ce programme repose sur l'idée suivante : « Lorsque les cultures ne parviennent pas à faire face aux aléas climatiques, l'ensemble du système alimentaire s'en trouve fragilisé ». 32.000 agriculteurs bénéficiaires

Le programme prévoit d'accompagner 32.000 exploitants agricoles sur 5.000 hectares. Environ 25 variétés de semences améliorées seront introduites. L'objectif est de produire 40 tonnes de semences, permettant une récolte estimée à 400 tonnes. « Les producteurs recevront un appui pendant 30 mois pour garantir des résultats durables », annonce-t-on au niveau du Minae. Les actions incluent l'amélioration des techniques agricoles, la gestion de l'eau et des sols, ainsi que la transformation et la conservation des récoltes. Des banques de semences seront également mises en place. « L'accès à des semences certifiées est essentiel pour sécuriser la production », insiste un chercheur du Fofifa. Sur le terrain, les premiers résultats sont encourageants. Lors d'une visite le 19 mars, des parcelles expérimentales ont montré des cultures déjà prometteuses. « Les nouvelles semences se révèlent performantes et bien adaptées », témoigne un agriculteur local.

Fikambanan'ny Orinasa Malagasy : Hanatsara ny anjara toeran'ny mpikambana

MINO | 23 MARS | LES NOUVELLES

Nanatanteraka fivoriam-be fanao isan-taona, tetsy Antsahavola ny fikambanan'ny orinasa malagasy (FOM), ny alakamisy 19 marsa 2026 lasa teo. Tonga maro nanatrika izany ny orinasa mpikambana sy mpiara-miombon'antoka maro. Dingana lehibe ataon' izy ireo amin'ity taona ity ny hanamafisana ny anjara toeran'ireo orinasa madinika sy salantsalany (TPE sy PME) eo amin'ny fampandrosoana ny tontolo iainana sy ny toekarena eto amin'ny Nosy. « Eo koa ny hanamafisana sy hanatsarana ny anjara toeran'ny mpikambana sy ny fiarahamiasa amin'ireo mpiara-miombon' antoka », hoy i Tsiranana Fiona, filoha nasionalin'ny FOM. Ezaka efa nataon'izy ireo ny fidirana ao amin'ny Conseil national de l'Industrie Malagasy (CNIM), izay manampy sy manohana ny orinasa tsirairay avy amin'ny asa famokarany sy ny tontolon'ny indostria. Eo koa ny fitondrana ny feon'ny

PME amin'ny tetikasa lehibe sy ny fiarahamiasa vaovao. « Misy isaky ny zoma ho an'ny FOM mba hahafahana mampiofana ny mpikambana sy miresaka amin'ireo mpiara-miombon' antoka », hoy hatrany izy. Tanjona ny hahafahan'ny orinasa mivoatra sy manatsara ny asan'izy ireo. Anisan'ny zava-bita tamin' ny taon-dasa ny fanamafisana ny feon'ny TPE sy PME malagasy teo amin'ny sehatra ara-toekarena, indrindra nandritra ny hetsika iraisam-pirenena. Nisy ny fandrosoana teo amin' ny fahazoana famatsiam-bola, vokatry ny fiarahamiasa tamin' ireo banky mpiara-miombon' antoka. Niforona tamin'ny taona 2017 ny fikambanana. Maro ny mpikambana. Anisan'izany, ny vondrona, kaoperativa, fikambanana ary ny vovonana. Miara-miasa amin'ny mpamboly sy ny tantsaha ny FOM, mba hahafahana mivelatra any amin'ny faritra.

Agriculture : Des semences de riz hybride infectées distribuées par l'Etat en 2025 ont contaminé des variétés locales, alerte la Cour des comptes

23 MARS | 2424.MG

Ce que les paysans croyaient être des semences de qualité s'avéraient être des grains porteurs de ruine. Les semences de riz hybride importées et distribuées par l'Etat en janvier-février 2025 étaient porteuses du champignon *Tilletia barclayana*, agent pathogène responsable du charbon du grain de riz, et avaient commencé à contaminer des variétés de riz local, notamment le Tsemaka et le Makalioka, dans des zones rizicoles du pays. L'affaire a été publiquement révélée par la Cour des comptes lors de la présentation de son rapport public de 2025.

Si l'on en croit le rapport d'audit publié par la Cour des comptes et rapportant des résultats d'analyses disponibles auprès du ministère de l'Agriculture et de l'élevage, des analyses effectuées en juin 2025 sur des échantillons de variétés locales en provenance de Beanana Ambatondrazaka et du district d'Amparafaravola ont révélé des contaminations. Elle parle alors d'une "faute lourde, mettant en péril la riziculture nationale".

Distribution avant résultats d'analyses

Pour la Cour des comptes, la faute est d'autant plus grave que "la législation phytosanitaire n'a pas été respectée" et que "l'acheminement et la distribution des semences contaminées [ont eu lieu] avant la sortie des résultats d'analyse". "Les semences ont quitté le port de Toamasina entre le 30 janvier 2025 et 27 février 2025 pour être livrées auprès des différentes régions bénéficiaires", rapporte la Cour alors que "le premier résultat d'analyse a été édité le 04 février 2025".

Dans une lettre en date du 21 mars 2025 annexée dans le rapport d'audit de la Cour des comptes, le directeur de la protection des végétaux (DPV) au sein du ministère de l'Agriculture et de l'élevage avait demandé "l'arrêt immédiat de la distribution et des plantations de ces semences" contaminées.

La Cour des comptes ne précise pas si cette demande a été suivie d'effets, mais elle signale que sur les 200 tonnes

de semences importées pour un montant de 6 milliards d'ariary, 120,5 tonnes ont été distribuées.

Outre l'envoi des semences auprès des différentes régions avant la disponibilité des résultats d'analyses, la Cour des comptes dénonce également le défaut d'analyse du risque avant le départ du pays d'origine des semences. Il est également indiqué que les documents phytosanitaires comme le permis d'importation ou le certificat phytosanitaire n'ont pas été présentés au poste de contrôle phytosanitaire à la frontière d'arrivée.



Conservation en magasin de stockage

Dans ses recommandations, la Cour des comptes invite le ministère en charge de l'Agriculture de "mettre en oeuvre les mesures proposées par la direction de la protection des végétaux, autorité compétente sur les produits importés et de protection phytosanitaire". Cela inclut, entre autres, "la destruction des semences contaminées".

En attendant, les directeurs régionaux ont été enjoins à conserver les semences de riz hybride reçues du secrétariat d'Etat chargé de la souveraineté alimentaire dans les magasins de stockage. Bien que la mesure ait été prise dans le cadre de l'audit de la Cour des comptes, elle a contribué à limiter la propagation de la maladie avant la mise en oeuvre des mesures appropriées, précise la Cour.

Du cash au digital : Visa trace les priorités pour les années à venir

ARH. | 24 MARS | LES NOUVELLES

Banquiers, acteurs des télécoms, fintechs et décideurs ont échangé à huis clos hier à l'hôtel Radisson Blu Ambodivona, pour un forum consacré à l'avenir des paiements, à l'initiative de Visa. Tous partagent un constat : les paiements évoluent rapidement et exigent une réponse coordonnée. Les discussions ont porté sur l'innovation, la réduction de l'usage du cash et la construction d'un écosystème sécurisé et inclusif. « Alors que les paiements ne cessent d'évoluer, il est essentiel que les dirigeants se réunissent pour confronter leurs analyses et anticiper les transformations du marché », a souligné à cette occasion le Country Manager de Visa pour

les îles de l'océan Indien et Djibouti, Christian Mbonampeka. « Notre ambition est d'influencer l'écosystème pour accélérer l'adoption des paiements digitaux, dans un esprit de collaboration plutôt que de compétition », assure-t-il. Et le défi réside dans le taux de bancarisation qui oscille entre 25 % et 30 % à Madagascar, en deçà de la moyenne africaine. « Cela montre l'urgence d'agir collectivement pour identifier les freins et proposer des solutions adaptées », souligne Christian Mbonampeka. La première solution évoquée consiste à réduire les coûts et l'innovation technologique. Visa parie ainsi sur des solutions accessibles : paiements par QR code, liens de

paiement ou acceptation via smartphone, sans terminal coûteux. « Nous développons des outils adaptés aux réalités locales pour permettre aux commerçants d'accepter les paiements sans investissement lourd », précise notre interlocuteur.

Paievements digitaux

Les échanges se sont appuyés sur une étude récente de Visa sur le marché malgache. Celle-ci dessine la montée du mobile money et l'intérêt croissant des consommateurs pour les solutions numériques. Elle souligne aussi l'importance

d'une coopération entre acteurs publics et privés. Les participants convergent vers une même conclusion. « Le développement des paiements digitaux repose sur un effort collectif », résume Christian Mbonampeka. Visa entend jouer un rôle de facilitateur pour accompagner cette transformation. Pour ce faire, des sessions de formation sont prévues pour renforcer les compétences des équipes bancaires. Une preuve supplémentaire que, dans cette mutation, la technologie ne suffit pas : le capital humain reste au centre d'intérêt.

Période de soudure : le Japon débloque 2 millions de dollars pour le Grand sud

SERA R. | 24 MARS | LES NOUVELLES

Le Japon a débloqué 2 millions de dollars (environ 8 milliards d'Ariary) de dons alimentaires afin de soutenir les populations vulnérables du Grand sud et du Sud-est de Madagascar en période de soudure. La remise symbolique des dons s'est déroulée hier au bureau du Programme alimentaire mondial (Pam) à Antananarivo qui est chargée de la distribution, ainsi que d'autres partenaires comme l'Office national de nutrition (ONN), et placée sous la coordination du Bureau national de gestion des risques et des catastrophes (BNGRC).

Grâce à cette initiative, 48.000 bénéficiaires ciblés ont pu recevoir 1.150 tonnes de riz et 173 tonnes de légumineuses à titre d'assistance alimentaire. « Le Pam est sincèrement reconnaissant du soutien continu du Gouvernement du Japon, qui intervient à un moment critique où les ressources humanitaires sont limitées, alors même que la prévalence de l'insécurité alimentaire et l'incidence de la malnutrition augmentent », s'est exclamée Tania Goossens, la Représentante et Directrice pays du Pam à Madagascar.

Leadership féminine : la relève prête à franchir un cap

RAKOTO | 24 MARS | LES NOUVELLES

La troisième promotion du « Young Women in Politics Program (YWPP) », baptisée « Tsakafara », a officiellement fait sa sortie lors d'une cérémonie organisée à Anosy, vendredi dernier.



Un événement qui marque l'aboutissement d'un parcours de formation dédié à l'autonomisation politique des jeunes femmes. Porté par une volonté de renforcer la participation féminine dans la gestion des affaires publiques, le programme YWPP s'inscrit dans une dynamique plus large de consolidation démocratique, à travers des modules tels que la communication politique, le plaidoyer et la gouvernance. Durant son allocution, la marraine de cette promotion, Béatrice Atallah, ancienne ministre des Affaires étrangères

et ex-présidente de la Cenit, a livré un discours empreint d'encouragement et de lucidité. Elle a ainsi salué l'engagement de l'EISA à « donner aux futures leaders les outils pour transformer la société et renforcer la démocratie ». Elle a également insisté sur la portée symbolique mais surtout concrète de cette formation.

Solidarité

Dans une intervention structurée autour de messages clés, elle a aussi exhorté les jeunes femmes à oser s'imposer dans un univers encore largement dominé par les hommes. « La légitimité ne se demande pas, elle se prend », a-t-elle affirmé, appelant à dépasser les freins psychologiques souvent observés chez les femmes. Du reste, au-delà des compétences techniques, la marraine a mis en avant l'importance des réseaux et de la solidarité entre femmes. L'une des participantes à la formation s'est, quant à elle, réjouie des acquis obtenus. « Cette formation représente bien plus qu'un simple apprentissage, elle est un véritable catalyseur d'engagement. Nous sortons de cette session plus outillées, plus confiantes et résolument déterminées à porter la voix des femmes dans l'arène politique », a-t-elle fait savoir. A travers cette nouvelle promotion, le YWPP confirme son rôle de pépinière de leadership féminin, dans un contexte où l'avenir démocratique dépend, plus que jamais, de l'inclusion de toutes ses forces vives.

Hatramin'ny taona 2022 : Nitombo ny entana nafaran'i Madagasikara

HENINTSOA | 24 MARS | LES NOUVELLES

Mahehin'ny 23,9 % ny tahan'ny fanafarana sakafo nataontsika ny taona 2025, araka ny tarehimarika navoakan'ny Banky foiben'i Madagasikara (BFM). Misongadina manokana ny vary izay tafakatra hatrany amin'ny 761 872 taonina. Kely ny vokatra teto an-toerana, ny taona 2024 ka nampitombo ny vary nafarantsika. Antony mahatonga ny rafi-pahefana nasionaly misahana ny fepetra fanitsiana ara-barotra na ny "Autorité nationale chargée des mesures correctives commerciales" (ANMCC) manao ny fakan-kevitra handinihana ny fiantraikan'ny fanafarana entana amin'ny famokarana eto an-toerana, indrindra eo amin'ny sehatry ny agroalimentaire sy ny plastika, ny 25 sy 26 morsa, eny amin'ny biraony etsy 67Ha.

Tanjona ny hihainoana ireo mpamokatra, mpanafatra entana, andrim-panjakana ary ireo mpiara-miombon'antoka sy handinihana ny fiantraikan'ny fitomboan'ny fanafarana entana amin'ny famokarana eto an-toerana, araka ny fitsipiky ny OMC. Kendrena ao anatin'izay ny hiantohana ny fifaninanana ara-drariny sy hiarovana ny tombontsoa ara-toekarena.

Tsy nitsaha-nitombo ny vokatra nafarantsika hatramin'ny taona 2022 ary mihoatra ny 4 000 taonina izany ny taona

2024. Toe-javatra mampanahy ny sehatry ny indostria noho izy mety hiteraka fatiantoka ho an'ny tsena sy fahaverezan'asa. Nilaza kosa ireo mpandraharaha fa mamaly ny filan'ny tsena ireo entana farany, mitovy vidy amin'ny vokatra eto an-toerana ary mampiroborobo ny fifaninanana ara-drariny.



Tanjona ny hampifandanja ny vokatra eto an-toerana amin'ireo hafarana sy hiarovana ny tombontsoa ara-toekarena.

Fambolena : Mila aparitaka ny teknika agroekolojia

NJAKA A. | 24 MARS | LES NOUVELLES

Nankalazaina ny 20 sy 21 morsa teo, tetsy amin'ny zari-dainan'Antaninarenina, ny Andron'ny vehivavy sy ny agroekolojia. Lohahevitra noraizina ny hoe : « Vehivavy, andry iray ho fanavaozana ny famokarana amin'ny alalan'ny teknika agroekolojika ». Nikarakara azy ny Fitantanam-paritry ny Fambolena sy ny fiompiana (DRAE) Analamanga, eo ambany fiahian'ny minisitera foibe Minae. Nandray anjara avokoa ny rantsamangaika sy ny mpisehatra amin'ny fambolena sy ny fiompiana. Anisan'ny nampivavaka ny fotoana ny nanolorana fitaovana fiterena ronono ho an'ny vehivavy mpiompy ombivavy be ronono.

Nambaran-dRazafindrakoto Léondasis Yolande, tompo-nandraikitra ao amin'ny fandaharanasa Afafi Centre, tohanan'ny Vondrona eoropeanina, fa mila aparitaka manerana ny Nosy, ny teknika agroekolojika, satria efa maty ny nofontany eto amintsika, vokatry ny fampiasana akora simika be loatra. Hafa ny fambolena biolojika, izay mila fanamarinana ara-tsiantifika sady lafo vidy, ary mifantoka amin'ny vokatra aondrana any ivelany. Tsotra ho an'ny tantsaha kosa anefa ny mampihatra ny agroekolojika, sady tsy lafo ary hita eny an-toerana daholo ny akora ilaina.

Evolution de l'ariary : Appréciation de 14,28 % face au dollar et 10,58 % face à l'euro

ANTSA R. | 25 MARS | MIDI MADAGASCAR

Porté par un regain de confiance des investisseurs et du secteur privé, avec un meilleur rapatriement de devises, l'ariary se renforce nettement. Son taux d'appréciation face aux monnaies fortes a atteint deux chiffres en glissement annuel.

L'ariary a enregistré une appréciation marquée face aux principales devises sur le marché des changes. Selon les taux de référence, le dollar américain s'achetait en moyenne à 4 761,9 ariary le 20 mars 2025, contre 4 166,6 ariary au 20 mars 2026.

Traduit en cotation au certain, ce mouvement correspond à une appréciation en glissement annuel de 14,28 % de

la monnaie malgache face au billet vert. La même dynamique est observée vis-à-vis de l'euro. Le 20 mars 2025, la devise européenne s'échangeait en moyenne à 5 263,1 ariary, alors qu'elle est revenue à 4 761,9 ariary à la fin de la semaine dernière. En cotation au certain, cette évolution fait ressortir une appréciation de l'ariary de 10,58 % sur un an face à l'euro. Ces chiffres traduisent une amélioration

tangible de la position de la monnaie nationale, dans un contexte où les opérateurs observent un raffermissement progressif du marché des changes.

Rapatriement de devises

Plusieurs facteurs expliquent cette évolution favorable. Le premier tient au retour de la confiance des investisseurs et du secteur privé envers les politiques économiques et financières de l'État, un climat qui a fortement encouragé le rapatriement de devises et renforcé l'offre en monnaies étrangères sur le marché. Cette appréciation est également portée par l'assainissement de certaines filières d'exportation stratégiques, notamment le litchi, les crabes et la vanille, qui contribuent à une meilleure sécurisation des recettes extérieures. À cela s'ajoute l'application plus stricte des règles de rapatriement de devises, devenue un levier important de régulation. L'ensemble de ces mesures, combiné au retour progressif de la confiance du secteur privé dans la vision et les orientations économiques des autorités, a ainsi contribué à soutenir l'ariary et à améliorer sa tenue face au dollar et à l'euro.

Changements majeurs

Selon les constats du rapport d'audit établi par la Cour des comptes pour la période 2022-2025, plusieurs facteurs ont contribué à fragiliser l'ariary au cours de ces années. Les infractions mixtes de douane et de change, les insuffisances dans le recouvrement des recettes, l'opacité de certains flux hors budget, la faible traçabilité de plusieurs transferts, ainsi que certaines dépenses à forte composante en devises, ont alimenté des déséquilibres susceptibles d'accentuer la pression sur le marché des changes. À cela se sont ajoutées des faiblesses de gouvernance budgétaire et financière qui ont pu affecter la confiance des opérateurs économiques et, par ricochet, affaiblir la monnaie nationale. Toutefois, depuis novembre 2025, la situation s'améliore progressivement grâce au renforcement de la politique financière, fiscale et budgétaire de l'État. La consolidation du cadre budgétaire, l'amélioration du suivi de l'exécution, les efforts de mobilisation des recettes et le resserrement de la discipline dans la gestion des finances publiques ont commencé à produire des effets tangibles, devenus particulièrement visibles en février et mars 2026 sur la stabilité monétaire.

Chute du prix du riz dans l'Alaotra Mangoro : le cri de détresse des agriculteurs

JEAN RIANA | 25 MARS | LES NOUVELLES

Des représentants d'agriculteurs d'Alaotra Mangoro, sont montés dans la Capitale hier, accompagnés du député d'Arivonimamo Antoine Rajerison, pour se plaindre de la chute du prix du riz, lors d'une conférence à Andrefan'Ambohijanahary.

« Nous demandons au gouvernement de trouver une solution face à l'afflux du riz importé qui inonde le marché et met en péril nos activités », a déclaré Alfred Rakotonirina, président du syndicat des riziculteurs d'Alaotra Mangoro. Il a souligné l'urgence de la situation surtout que le stock de riz à disposition des agriculteurs de la région, atteint 40.000 tonnes.

A rappeler que les agriculteurs locaux ont déjà tenu une manifestation sur la route nationale (RN) 44, pour exprimer leur désarroi. Dans la foulée, le Chef de la région Alaotra Mangoro, Elire Joseph Rabemananjara, a déjà lancé un cri d'alerte en déclarant que la baisse du prix du riz pourrait engendrer une crise économique dans la région si aucune solution n'est trouvée rapidement. « Faire grève n'est pas dans les habitudes des agriculteurs, mais nous demandons de revoir le prix du riz », ont-ils précisé.

Stocks difficiles à écouler

A noter que l'Etat a déjà élaboré une solution en faisant appel au State Procurement of Madagascar (SPM) pour acheter la production des agriculteurs. Toutefois, les représentants de ces derniers, ont précisé qu'il faudrait 446 semaines pour écouler les stocks d'Alaotra Mangoro, qui est de 540 tonnes par semaine, auprès du SPM. Face à la situation, ils demandent l'ouverture temporaire de l'exportation du riz comme solution, pour réduire la surabondance sur le marché surtout que la nouvelle récolte va arriver d'ici un mois.

De son côté, le député Antoine Rajerison a affirmé qu'il s'agit d'un problème fondamental. « Les riz provenant du Pakistan et de l'Inde inondent le marché local et ce sont les opérateurs étrangers qui en tirent profit », a-t-il précisé. Il a ajouté que les responsables ne devraient pas attendre que la situation se détériore complètement avant d'agir.



Avec les exportations à outrance, le prix du riz demeure maîtrisé sur le marché, au détriment des producteurs locaux. En effet, le prix du riz local est en baisse de 100 à 200 ariary par kilo sur le marché en raison de la chute du prix auprès des agriculteurs. Les représentants des agriculteurs ont également mis en exergue les difficultés liées au secteur dues à la hausse du prix du carburant et des intrants agricoles, qui augmente constamment les dépenses.

Les Français sont de plus en plus contaminés par le cadmium, un métal cancérogène présent dans les sols et l'alimentation

25 MARS | FRANCEINFO

« **Près de la moitié de la population adulte dépasse les valeurs toxicologiques de référence** », selon l'Anses. Dans un rapport, l'agence sanitaire appelle à des actions urgentes pour réduire cette surexposition, notamment en limitant le recours aux engrais agricoles.

La situation est jugée « préoccupante ». L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation (Anses) alerte mercredi 25 mars sur une « imprégnation forte et croissante » de la population française en cadmium, un métal lourd présent dans les sols, qui contamine l'organisme principalement à travers l'alimentation. Cette « surexposition », souvent supérieure aux seuils de dangerosité, nécessite d'« agir rapidement et avec détermination » pour en limiter les « effets néfastes » sur la santé humaine, plaide l'Anses dans un rapport.

Fruit d'une expertise de deux ans, le document dévoile « pour la première fois » l'ampleur et la nature de l'exposition des Français au cadmium, selon sa coordinatrice, Géraldine Carne. « Près de la moitié de la population adulte (47,6 %) dépasse les valeurs toxicologiques de référence », a exposé la toxicologue devant la presse, en rappelant de précédentes alertes émises par l'agence depuis 2011.

Le cadmium est un contaminant reconnu comme « *cancérogène* », « *mutagène* » et générateur de troubles de la reproduction et du neurodéveloppement, souligne l'Anses. Or, faute d'être bien éliminé par l'organisme, il s'accumule dans le corps. « Cet élément toxique est largement distribué dans les organes », d'où des effets touchant les os, les reins, le système cardiovasculaire, le pancréas, la vessie, la prostate ou les seins, insiste Géraldine Carne. Près d'un quart des cas d'ostéoporose seraient ainsi attribuables au cadmium.

Des pratiques agricoles à modifier

Les études menées au fil des décennies révèlent des taux en augmentation au sein de la population, avec une situation particulièrement critique en France.



Pour la spécialiste, de tels écarts pourraient provenir d'« **une utilisation plus importante de certains intrants agricoles** » et d'une plus forte « **consommation de produits céréaliers, plus contaminés** ».

L'alimentation explique « jusqu'à 98 % de l'imprégnation au cadmium » de la population, avec une exception pour les fumeurs, confrontés à une double exposition liée au

tabac, selon l'Anses. Dans nos assiettes, la contamination provient majoritairement des produits céréaliers (pain, pâtes, biscuits...), des pommes de terre et des légumes, soit autant d'éléments qui constituent la base de nos menus et dont il est difficile de se passer.

Pour réduire la contamination des aliments, l'agence appelle en priorité à cibler les sols et les pratiques agricoles. Elle recommande d'abaisser en urgence les valeurs limites en cadmium autorisées dans les matières fertilisantes, avec « un engagement de l'ensemble des acteurs » de la filière, « et pas uniquement des agriculteurs ». Elle plaide aussi pour mettre fin à « la dépendance aux engrais minéraux phosphatés », notamment en exploitant davantage le phosphore déjà contenu dans le sol et en recourant à des variétés agricoles « moins accumulatrices de cadmium ».

Quant aux aliments en rayon, notamment importés, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation dénonce des teneurs maximales réglementaires « pas suffisamment protectrices pour la santé du consommateur ». Dès lors, il convient de « réviser à la baisse » les seuils pour les produits les plus consommés et les plus contributeurs à la contamination humaine. Des « mesures renforcées » de contrôle et de surveillance de la chaîne alimentaire sont aussi réclamées.

Moins de céréales, plus de légumineuses

Face à cette problématique de santé publique, quels leviers d'action pour les consommateurs ? Ils sont minces, au point qu'il n'est « pas pertinent de formuler des recommandations en termes de choix individuels », estime le rapport. A défaut de pouvoir faire une croix sur toute alimentation venant du sol, l'Anses suggère une « réduction de la consommation de denrées à base de blé » à « faible intérêt nutritionnel », comme les céréales du petit-déjeuner, les gâteaux ou les biscuits sucrés et salés. Le chocolat, souvent pointé du doigt car « plus contaminé » que d'autres aliments, n'est présenté que comme « un contributeur mineur » à notre imprégnation en cadmium et ne fait l'objet d'aucune recommandation spécifique.

En alternative des pâtes ou des pommes de terre, l'Anses encourage un « rééquilibrage » en faveur des légumineuses (lentilles, pois chiches, etc.), « dix fois moins contaminées que les céréales » et reconnues pour leurs bienfaits nutritionnels. En revanche, l'agence s'abstient de toute orientation vers les produits issus de l'agriculture biologique, faute de résultats significatifs et convergents lors des tests menés. La filière bio est « potentiellement tout aussi impactée que l'agriculture conventionnelle », du fait du recours autorisé à certains engrais contenant du cadmium, prévient l'Anses.

Enseignement : Une filière maritime à l'université d'Androy

MIANGALY RALITERA | 26 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Développement académique. L'université d'Androy prévoit d'intégrer la filière maritime au sein de son campus universitaire. Le président de l'université, Dr Nofisoa Mampitohy Jonary Tolérant, s'est rendu à l'École nationale d'enseignement maritime (ENEM) pour une visite officielle placée sous le signe de la coopération et du développement académique, le 19 mars.

Cette rencontre marque une étape déterminante dans le projet d'ouverture d'une formation supérieure maritime sur le campus d'Ajombakilala, à Ambovombe-Androy. Les deux institutions ont réaffirmé leur engagement commun à renforcer l'accès à des formations de qualité, adaptées aux besoins stratégiques du Grand Sud et du secteur maritime national.

L'intégration de la filière maritime à l'université d'Androy ouvre de nouvelles perspectives pour les jeunes de la région, en matière de professionnalisation, de spécialisation, d'innovation et de contribution au développement économique durable.

Dans le cadre de cette dynamique, le président de l'université d'Androy a également effectué une visite de courtoisie à l'université de Mahajanga, où il a été reçu par le Pr Blanchard Randrianambinina. Cette visite pourrait également aboutir à la signature d'une convention de partenariat entre l'université d'Androy et l'Institut d'Odonto-Stomatologie Tropicale de Madagascar (IOSTM).

Orge à Fianarantsoa : Les producteurs lancent un cri d'alarme face à la baisse de leurs revenus

ANTSIA R. | 26 MARS | MIDI MADAGASCAR

Dans les régions Haute Matsiatra et Amoron'i Mania, les producteurs d'orge tirent la sonnette d'alarme. Entre recul de la demande, baisse des superficies cultivées et diminution du prix d'achat, la campagne 2026 fragilise une filière dont dépendent de nombreux ménages ruraux.

Les cultivateurs d'orge du Faritanin'i Fianarantsoa traversent une période d'incertitude. Cette année 2026, la filière enregistre un net repli, avec des conséquences directes sur les revenus des paysans de la Haute Matsiatra et d'Amoron'i Mania. En cause, la baisse de la demande en orge, qui a conduit à une réduction importante des surfaces exploitées. Alors que 1 200 hectares étaient encore cultivés auparavant, la superficie consacrée à cette culture n'est plus que de 850 hectares cette année. À cette contraction des surfaces s'ajoute un autre signal jugé préoccupant par les producteurs. Pour la première fois depuis sept ans, le prix d'achat de l'orge par l'entreprise brassicole recule. Après une progression régulière ces dernières années, passant de 880 ariary le kilo en 2020 à 1 750 ariary en 2025, le prix redescend à 1 700 ariary en 2026. Une baisse qui peut sembler limitée en apparence, mais qui pèse lourdement sur des exploitations familiales déjà vulnérables.

Affaiblissement

Sur le terrain, les conséquences sont concrètes. Plusieurs ménages vivaient en grande partie des revenus générés par cette culture. Une mère de famille évoque notamment la scolarisation des enfants, mais aussi la possibilité d'envoyer des jeunes à l'université grâce aux recettes tirées de l'orge. Pour ces foyers, la filière ne représente pas seulement une activité agricole, mais un véritable levier d'ascension sociale. Dans la commune d'Ambovombe Centre, district de Manandriana, région Amoron'i Mania, l'inquiétude dépasse même la seule question des revenus. Les habitants redoutent un affaiblissement, voire un arrêt, de la coopération avec MALTO. Selon eux, ce partenariat

a permis d'apporter des retombées visibles au niveau local, notamment à travers la réhabilitation d'écoles et la construction de barrages facilitant l'accès à l'eau pour l'agriculture.



Demande d'allègement

Les producteurs estiment qu'une meilleure incitation au niveau de la fiscalité sur la bière pourrait améliorer cette situation. En cinq ans, la taxe sur la bière aurait presque triplé, selon eux, passant de 290 ariary par litre en 2020 à 850 ariary aujourd'hui. Cette augmentation renchérit le prix du produit final, au risque de le rendre incompatible avec le pouvoir d'achat des consommateurs. Résultat, la production baisse, tout comme les besoins en orge. Face à cette spirale, les paysans lancent un appel pressant aux autorités. Ils demandent une attention particulière à cette filière, estimant qu'elle touche à la fois à leurs moyens de subsistance et au développement des communautés rurales.

Inflation : hausse des prix des PPN, à l'exception du riz

JEAN RIANA | 26 MARS | LES NOUVELLES

Les prix des produits de première nécessité (PPN), flambent, à l'exception de ceux du riz, dont le coût connaît contre toute attente une légère baisse notable. Par contre, huile, sucre et farine, n'échappent pas à l'inflation.

« Cela fait maintenant deux semaines que le prix du sucre et de la farine a connu une hausse de 300 à 400 ariary par kilo », selon Ferdinand, un épicier à Ambondrona. Le prix du kilo de sucre Ambilo est passé de 4.000 ariary à 4.400 ariary. Le sucre Namakia s'achète dorénavant à 4.500 ariary le kilo contre 4.200 ariary auparavant. Le prix du kilo de farine quant à lui est passé à 4.100 ariary, contre 3.800 auparavant. Cette flambée des prix touche également l'huile en vrac, dont le coût auprès des grossistes est passé de 149.000 à 154.000 ariary le bidon de 20 litres, soit une hausse de 5.000 ariary. Malgré cette envolée des prix, certains détaillants choisissent de ne pas répercuter immédiatement cette hausse sur leurs clients, soucieux de préserver une clientèle déjà fragilisée par la baisse du pouvoir d'achat. Par ailleurs, les œufs n'échappent pas à cette flambée de

prix, à l'approche des fêtes de Pâques, entre 650 et 800 ariary l'unité, contre 600 à 700 ariary auparavant.

Le prix du riz local en baisse

A contre-courant de la hausse généralisée des produits de première nécessité, le prix du riz local poursuit sa baisse entamée depuis décembre 2025. En quelques mois, le kilo de variétés courantes comme Makalioka, Diste ou Mavokely est passé de 3.700 ariary à des niveaux oscillant entre 2.700 et 3.100 ariary selon les localités, franchissant même sous la barre des 3.000 ariary. Cette baisse s'explique notamment par la chute des prix auprès des producteurs, confrontés à des stocks importants, estimés à près de 40.000 tonnes dans la région d'Alaotra, à l'approche d'une nouvelle récolte attendue d'ici un mois.

Guerre au Moyen-Orient : les conséquences économiques mondiales

26 MARS | FRANCE24

Marchés : pétrole en hausse, Bourses européennes sans direction claire

Les Bourses européennes ont ouvert sans direction claire vendredi, sans savoir comment interpréter les dernières informations sur le front de la guerre au Moyen-Orient et de possibles négociations entre les Etats-Unis et l'Iran : Paris +0,06 %, Francfort -0,08 %, Londres +0,37 %.

Vers 8H10 GMT, le Brent de la mer du Nord se négociait à 109,22 dollars le baril (+1,12 %) et son équivalent américain le WTI à 94,97 dollars (+0,52 %).



Les Bourses asiatiques ont elles globalement limité leurs pertes. Tokyo a cédé 0,43 % et Séoul 0,4 %. Taipei a lâché 0,7 %, tandis que Hong Kong repassait dans le vert, à +0,7 % vers 06H20 GMT.

Le Pentagone envisage de déployer au moins 10.000 soldats supplémentaires au Moyen-Orient (médias)

La Maison Blanche et le ministère de la Défense envisagent d'envoyer au moins 10.000 soldats de combat supplémentaires au Moyen-Orient dans les prochains

jours, ont indiqué vendredi le Wall Street Journal (WSJ) et le site d'informations Axios.

Il s'agit d'offrir au président Donald Trump davantage d'options militaires, a expliqué le WSJ en citant des responsables du ministère de la Défense alors même que le président a reporté de dix jours son ultimatum de frappes sur le secteur énergétique iranien, assurant que les discussions avec l'Iran, dont la capitale a été de nouveau fortement frappée vendredi matin par Israël, se « passent très bien ».

Guerre au Moyen-Orient : l'Inde baisse les taxes sur les carburants pour éviter une hausse des prix

L'Inde a décidé vendredi de réduire les taxes perçues sur les carburants pour empêcher une hausse des prix à la pompe en raison des difficultés d'approvisionnement en hydrocarbures causée par la prolongation de la guerre au Moyen-Orient, a annoncé son ministre des Finances.

« La taxe sur l'essence et le gazole destinés à la consommation intérieure a été réduite de 10 roupies par litre (moins de dix centimes de dollar). Ceci pour protéger les consommateurs d'une hausse des prix », a écrit sur son compte X Nirmala Sitharaman.

L'essence baisse d'environ 25 % au Vietnam

Le prix de l'essence a baissé d'environ 25 % au Vietnam, selon le ministère du Commerce, après la levée temporaire d'une taxe environnementale visant à atténuer les effets de la crise énergétique provoquée par la guerre.

L'ajustement fait précisément reculer le prix de l'essence sans plomb 95 de 26,17 % et celui du gazole de 15,42 %, d'après le ministère.

Au Japon, assouplissement des restrictions sur les centrales à charbon

Le Japon s'apprête à assouplir temporairement ses restrictions sur les centrales à charbon afin d'atténuer les effets de la crise énergétique, ont indiqué les autorités vendredi à l'AFP, confirmant les informations de médias locaux.

Le gouvernement a présenté ce projet vendredi à un panel d'experts, qui a l'approuvé, a précisé le ministère de l'Industrie sur son site internet.

La Banque mondiale prête « à répondre » aux demandes des pays en difficulté

La Banque mondiale (BM) a annoncé se tenir prête « à répondre à grande échelle » aux demandes des pays qui se retrouveraient en difficulté à cause des conséquences du conflit sur le transport maritime et l'énergie.

La croissance européenne souffrira de la guerre en 2026, estime l'OCDE

La zone euro devrait accuser le coup en 2026 de l'envolée des prix de l'énergie provoquée par la guerre, l'OCDE prévoyant désormais une croissance affaiblie et une inflation revigorée.

Espagne : le Parlement approuve le plan d'aide anti-crise du gouvernement de 5 milliards d'euros

Le Parlement espagnol a approuvé le paquet de 80 mesures du gouvernement d'un montant total de 5 milliards d'euros visant à limiter les conséquences de la guerre au Moyen-Orient pour le contribuable, notamment

en prévoyant « une réduction drastique » de la fiscalité sur l'énergie.

Espagne : le Parlement approuve le plan d'aide anti-crise du gouvernement de 5 milliards d'euros

Le Parlement espagnol a approuvé le paquet de 80 mesures du gouvernement d'un montant total de 5 milliards d'euros visant à limiter les conséquences de la guerre au Moyen-Orient pour le contribuable, notamment en prévoyant « une réduction drastique » de la fiscalité sur l'énergie.

Pologne : série de mesures pour contrecarrer la flambée des prix des carburants

Le Premier ministre polonais a annoncé un paquet de mesures, dont la baisse de la TVA et l'introduction d'un prix maximum sur les carburants, afin de contrecarrer la flambée des prix du pétrole consécutive à la guerre au Moyen-Orient.

Baisse de 95 % du trafic dans le détroit d'Ormuz

Du 1er au 26 mars, les transporteurs de marchandises n'ont effectué que 158 traversées du détroit, selon les données de la plateforme Kpler, contre une moyenne quotidienne de 120 avant la guerre. Sur ce volume, 100 passages sont le fait de pétroliers et de méthanier, la plupart pour sortir du golfe arabo-persique.

Génie civil : Le Japon renouvelle son appui aux étudiants malgaches

ANTSA R. | 27 MARS | MIDI MADAGASCAR

Le soutien japonais au secteur de l'enseignement supérieur à Madagascar se poursuit. Cinq étudiants particulièrement méritants, issus de l'ESPA, de l'IST, de l'ISPM, de l'université de Toliara et de l'université d'Antsiranana, ont reçu chacun une bourse de 1,5 million d'ariary, hier à Ambaranjana, dans le cadre de la Fondation Hiroshi Uchida-Daiho. Il s'agit d'étudiants méritants qui suivent des parcours liés aux activités de Daiho Corporation. Créée le 19 novembre 1997 grâce à une coopération entre le président-directeur général de Daiho Corporation et l'ancien ambassadeur de Madagascar au Japon, cette

fondation s'inscrit dans la durée. Depuis sa mise en place, elle attribue chaque année des bourses à des étudiants malgaches. Au total, 257 bénéficiaires ont déjà été soutenus. La cérémonie a été honorée par la présence de l'ambassadeur du Japon à Madagascar, Tojima Hitoshi. Celui-ci a souligné que ce type d'initiative illustre la solidité des relations entre les deux pays. De son côté, Hanitra Fida, vice-présidente de la Fondation Hiroshi Uchida-Daiho, a rappelé que l'objectif est d'aider les étudiants à achever leurs études et à mieux accéder à l'emploi.

SIPEM Banque : Appui à l'autonomisation des femmes vulnérables

R. EDMOND | 27 MARS | MIDI MADAGASCAR

À l'occasion de la 7e édition de son Club Client, tenue au Combava, SIPEM Banque a franchi une nouvelle étape majeure dans sa stratégie RSE en annonçant le lancement officiel de son programme inédit : Véhivavy Mijoro. Dédié exclusivement à l'autonomisation des femmes en situation de vulnérabilité, ce programme social s'inscrit dans la lignée des engagements internationaux de la banque, membre de la GABV (Global Alliance for Banking on Values) et signataire du programme WeFinance Code. Le programme Véhivavy Mijoro (« Femme debout ») se distingue par une approche d'accompagnement de bout en bout, intégralement prise en charge par SIPEM Banque. Le programme s'articule autour d'une formation professionnelle sous forme d'apprentissage intensif

dans des secteurs porteurs : la couture, la coiffure ou la restauration.

Des matériels professionnels sont remis à l'issue de la formation pour permettre le démarrage immédiat d'une activité, ainsi que l'octroi d'indemnités de formation pour garantir l'assiduité et la réussite des bénéficiaires, qui bénéficieront d'un accompagnement tout au long du parcours afin d'assurer la pérennité des nouveaux métiers créés. Cette 7e édition du Club Client, dédiée aux femmes entrepreneures, a clôturé le mois des droits des femmes. L'événement a réuni clientes, partenaires institutionnels et centres de formation. « Cet engouement autour du programme Véhivavy Mijoro nous rappelle notre rôle

Consommation : un déficit de 800 000 tonnes de riz à combler pour la campagne 2025–2026

JOSHUA PATRICK | 27 MARS | LES NOUVELLES

Un déficit qui s'élargit. Selon la dernière édition du bilan de l'offre et de la demande de céréales en Afrique subsaharienne, publiée en février 2026 par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les besoins d'importation de riz pour Madagascar sont estimés à 800.000 tonnes pour la campagne 2025–2026.

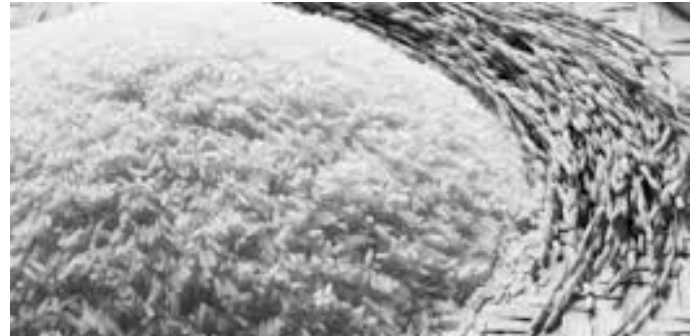
Lors de son précédent rapport, en juin 2025, l'organisation les évaluait à 770.000 tonnes. La campagne de commercialisation s'étend d'avril 2025 à mars 2026.

À titre de comparaison, les importations s'élevaient à 462.000 tonnes pour la campagne 2024–2025, tandis que la moyenne des cinq dernières années est estimée à 536.000 tonnes. Le niveau projeté pour 2025–2026 représente ainsi une hausse d'environ 50 % par rapport à cette moyenne.

Par ailleurs, le rapport met en évidence une baisse de la performance de la filière rizicole. La production prévue pour 2025 est estimée à 2,68 millions de tonnes, contre 3,33 millions de tonnes en 2024. Elle reste également inférieure de 14 % à la moyenne des cinq dernières années, établie à 3,106 millions de tonnes.

Cette baisse de production contribue au déséquilibre entre l'offre et la demande. À Madagascar, l'utilisation totale de

riz est estimée à 3,76 millions de tonnes, dont 3,35 millions pour la consommation alimentaire et 410.000 tonnes pour les usages non alimentaires (semences, transformation industrielle, constitution de stocks).



En parallèle, la disponibilité domestique est évaluée à 2,96 millions de tonnes, incluant 280.000 tonnes prélevées sur les stocks existants. Ce déséquilibre se traduit par un déficit d'environ 800.000 tonnes, qui devra être comblé par les importations.

Entrepreneuriat : la voie vers l'économie formelle et légale est tracée

ARH. | 27 MARS | LES NOUVELLES

Faciliter l'accès des TPE et PME à l'économie légale et stimuler leur développement. C'est l'objectif commun de la direction générale des Impôts (DGI) et du cabinet NR Consult qui ont signé un partenariat pour la formalisation du secteur informel.

Au cœur du projet, une plateforme d'enregistrement en ligne et des formations ciblées pour les entrepreneurs. Les Centres de Gestion Agréés (CGA), piliers du suivi comptable, seront renforcés pour mieux accompagner les entreprises. NR Consult prend en charge la sensibilisation fiscale, la vérification des dossiers, l'obtention du Numéro d'Identification Fiscale (NIF) et de la carte statistique (STAT), et l'aide à la première déclaration fiscale. « Cette collaboration aidera les petits entrepreneurs, les fournisseurs et bien d'autres à se développer davantage, car elle facilitera le paiement des taxes et leur permettra de bénéficier des soutiens nécessaires pour développer leur activité », affirme le directeur technique à la DGI, Pascal Razafimandimby.

Sécuriser les activités

Depuis 2018, la DGI et NR Consult travaillent pour lutter contre le secteur informel. Plus de 15.000 entrepreneurs ont déjà été intégrés au système fiscal, générant plus de 9 milliards d'ariary de recettes. « Nous ne partons pas de zéro. Nous bâtissons sur des résultats concrets et des expériences éprouvées », souligne le cabinet NR Consult. Le secteur informel recense encore près de 60 % des acteurs économiques. Identifier ces entrepreneurs, les sensibiliser et les accompagner vers la formalité, est une autre paire de manches. Les CGA seront des relais pour améliorer la gestion et le suivi des petites entreprises. Des actions de terrain ont déjà permis de former les agriculteurs et commerçants aux avantages fiscaux et aux outils de gestion. Il s'agit là de créer les conditions pour une économie plus transparente et structurée avec la formalisation, la stabilité et la richesse nationale. Pour les TPE et PME, c'est

aussi une opportunité de se développer sereinement, de

sécuriser leurs activités et de participer activement à la construction d'un marché légal fort et durable.

Développement durable : consolider la confiance Etat-Secteur privé

JEAN RIANA | 27 MARS | LES NOUVELLES

L'ancien ministre de l'Industrialisation et du développement du secteur privé, Andriniaina Rasoarahona a souligné lors de la passation de service avec son successeur hier que le rétablissement de la confiance entre l'Etat et le secteur privé, figurait parmi ses priorités, essentielle au développement durable. Le ministre entrant Ny Riana Nampoina Raharimanjato a pour sa part exprimé sa détermination à poursuivre les actions déjà engagées. « Ma nomination n'a pas pour objectif de détruire ce qui a déjà été entamé, mais de consolider les acquis tout en apportant des innovations nécessaires en faveur de l'industrialisation et du développement du secteur privé » a-t-il déclaré. Le ministre sortant a souhaité bon vent au nouveau venu

tout mentionnant que l'industrialisation et le secteur privé sont à présent entre de bonnes mains. Le nouveau ministre a quant à lui affirmé qu'il compte faire passer le travail avant tout et en toute transparence en d'obtenir des résultats rapides, conformément aux mots d'ordre du Président de la Refondation de la République de Madagascar. Il a ajouté que la porte de son bureau est toujours ouverte, à tous ceux qui veulent apporter leur contribution au développement du pays

 **Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe**

 **+261 32 07 696 49 / +261 34 01 696 49**

 **ccifm@ccifm.mg / adhesion@ccifm.mg**

